



**Termes de référence : troisième Appel à  
projets**

**Actions Innovatrices Urbaines**

**15.12.2017 – 30.3.2018**



## Sommaire

1. Introduction .....	3
2. Autorités éligibles – Qui peut faire une demande .....	4
3. Couverture thématique du troisième Appel à projets.....	9
4. Principe de financement .....	21
5. Création et développement du projet .....	23
6. Processus de candidature .....	25
7. Processus de sélection .....	27
8. Marché public, audit et aides d'État .....	30
9. Comment obtenir de l'aide .....	32
10. Dates clés .....	32

## 1. Introduction

Comme prévu à l'Article 8 du règlement du FEDER<sup>1</sup>, le FEDER peut soutenir des actions innovatrices dans le domaine du développement urbain durable. Dans ce cadre, la Commission européenne a lancé l'Initiative Actions Innovatrices Urbaines (AIU) afin d'identifier et de tester de nouvelles solutions traitant des questions relatives au développement urbain durable et pertinentes au plan de l'UE.

Le principal objectif de l'Initiative AIU est par conséquent de fournir aux autorités urbaines à travers l'Europe un espace et des ressources pour tester des idées audacieuses et non éprouvées visant à traiter des enjeux interconnectés et expérimenter la manière dont elles répondent à la complexité de la vie réelle. Les projets soutenus doivent être innovateurs, de qualité, conçus et mise en œuvre avec la participation de parties prenantes clés, orientés résultats et transférables.

Les autorités urbaines seraient bien avisées de saisir la chance offerte par l'Initiative AIU de s'écarter des « projets normaux » (pouvant être financés par des sources de financement « traditionnelles » telles que les programmes FEDER classiques) et de prendre le risque de transformer des idées ambitieuses et créatives en prototypes qui peuvent être éprouvés dans des environnements urbains réels. En d'autres termes, l'AIU peut apporter son soutien à des projets pilotes trop risqués pour être financés par des sources traditionnelles de financement dans la mesure où ceux-ci sont hautement innovants et expérimentaux.

L'Initiative AIU dispose d'un budget FEDER total d'environ 372 millions d'EUR.

Les projets AIU seront sélectionnés par le biais d'Appels à projets annuels de 2015 à 2020 portant sur un ou plusieurs thèmes proposés par la Commission. Chaque action peut bénéficier d'un cofinancement FEDER à hauteur de 5 millions d'EUR au maximum. La mise en œuvre du projet doit avoir lieu dans un délai maximum de 4 ans. Il n'y a pas de taille idéale pour les budgets des projets AIU. Les petits projets (par ex. au-dessous d'1 million d'EUR demandé au FEDER) peuvent avoir moins de chances d'être sélectionnés car il peut être difficile de démontrer que leurs actions sont suffisamment importantes pour produire des conclusions significatives. Les projets prévoyant des coûts d'investissement significatifs, notamment à la fin de la période de mise en œuvre, devraient quant à eux démontrer que les coûts sont adaptés à l'objectif et dûment justifiés.

---

<sup>1</sup>Règlement (UE) n° 1301/2013 relatif au Fonds européen de développement régional : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32013R1301>

L'Initiative AIU est un instrument de l'Union européenne et est gérée par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne (la Commission) dans le cadre d'une gestion indirecte. Pour la mise en œuvre de l'Initiative, la Commission a désigné la Région Hauts-de-France<sup>2</sup> comme Entité Mandatée (EM). Pour la gestion de l'Initiative, un Secrétariat permanent (SP) a été créé<sup>3</sup>.

**Avec les présents Termes de référence, l'Entité Mandatée invite les autorités éligibles à soumettre des propositions de projet dans le cadre du troisième Appel à projets. Un budget indicatif compris entre 80 millions et 100 millions d'EUR est alloué à cet Appel à projets.**

Le présent document énonce les exigences et le processus à suivre pour le troisième Appel à projets. Il doit être lu en association avec les Lignes directrices AIU et les lignes directrices relatives au Formulaire de candidature, qui sont publiées sur le site Internet des AIU et mises à jour dans le cadre du troisième Appel à projets.

## **2. Autorités éligibles – Qui peut faire une demande**

L'article 2 AIU prévoit que les autorités suivantes peuvent demander un soutien pour entreprendre des Actions Innovatrices Urbaines:

- Toute autorité urbaine d'une unité administrative locale, définie en fonction du degré d'urbanisation en tant que ville, agglomération ou banlieue, et d'au moins 50 000 habitants
- Toute association ou tout groupement d'autorités urbaines d'unités administratives locales, définies en fonction du degré d'urbanisation en tant que ville, agglomération ou banlieue, et d'une population totale d'au moins 50 000 habitants ; il peut s'agir notamment d'associations ou de groupements transfrontaliers, d'associations ou de groupements de différentes régions et/ou différents États membres

---

<sup>2</sup>Anciennement région Nord-Pas de Calais

<sup>3</sup>Des informations sur le Secrétariat permanent ainsi que ses coordonnées sont disponibles ici: <http://www.uia-initiative.eu/en/about-us/meet-team>

Seules les autorités urbaines telles que définies dans l'article 2 de l'acte délégué peuvent soumettre un Formulaire de candidature dans le cadre d'un Appel à projets AIU.

La définition des unités administratives locales (UAL) ainsi que la classification en fonction du degré<sup>4</sup> d'urbanisation et les chiffres relatifs au nombre d'habitants se fondent sur les informations fournies par Eurostat dans la **Table de correspondance LAU2-NUTS2010, EU28 (2012)**<sup>5</sup>. Cette table sera utilisée par le SP en tant que principal document de référence pour le contrôle d'admissibilité. Les porteurs de projet sont invités à se référer à la Table de correspondance afin de vérifier leur éligibilité et fournir des informations sur les UAL incluses dans leurs frontières administratives et sur les chiffres relatifs au nombre d'habitants.

Des informations complémentaires détaillées sur l'éligibilité des autorités urbaines sont fournies au sein des sections suivantes.

## **2.1 Les porteurs de projet éligibles au titre de la première catégorie sont:**

- Municipalités/conseils municipaux dont les frontières administratives correspondent à une UAL unique. Le cas échéant, l'UAL sera classée en tant que ville, agglomération ou banlieue selon le degré d'urbanisation (code 1 et/ou 2 de la Table de correspondance - colonne Degré d'urbanisation) et comptera au moins 50 000 habitants
- Municipalités/conseils municipaux dont les frontières administratives comprennent plusieurs UAL. C'est le cas des municipalités/conseils municipaux au Portugal, au Royaume-Uni, en Irlande, en Grèce, à Malte et en Lettonie où la définition d'une UAL de l'Eurostat ne correspond pas à des municipalités/conseils municipaux mais à des unités inframunicipales (paroisses) ou statistiques (circonscriptions électorales). Le cas échéant, la municipalité/le conseil municipal ne peut être éligible que s'il/si elle dispose d'un total de 50 000 habitants et si la majorité (plus de 50 %) de ses habitants vit dans des UAL classées en tant que villes, agglomérations ou banlieues selon le degré d'urbanisation (code 1 et/ou 2 de la Table de correspondance - colonne Degré d'urbanisation)

---

<sup>4</sup> La définition des unités administratives locales et du degré d'urbanisation sont disponibles ici: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/local-administrative-units> ; [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Degree\\_of\\_urbanisation](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Degree_of_urbanisation)

<sup>5</sup> La Table de correspondance LAU2-NUTS2010, EU28 (2012) peut être téléchargée ici: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/local-administrative-units>

- Agglomérations organisées qui sont des associations/groupements d'autorités urbaines et remplissent les critères suivants:
  - Être officiellement reconnues en tant que niveau de pouvoir local (différent de l'échelon régional ou provincial) par la législation nationale avec l'obligation pour les municipalités/conseils municipaux de faire partie de l'organisation supramunicipale (cette catégorie n'inclut donc pas les associations formées sur la base du volontariat, pour un objectif précis et/ou pour une durée limitée)
  - Être constituées uniquement de municipalités/conseils municipaux (cette catégorie n'inclut donc pas les associations qui font intervenir d'autres institutions telles que universités, chambres de commerce, etc.)
  - Disposer de compétences spécifiques, fixées par la législation nationale, déléguées par les municipalités impliquées dans les domaines d'action concernés par le projet AIU. Les associations sont invitées à fournir des références précises au cadre juridique national. Une agglomération organisée disposera de compétences exclusives dans les domaines de l'élaboration et de la mise en œuvre au sein des domaines d'action concernés par le projet AIE.
  - Avoir une structure politique (avec une représentation indirecte des municipalités impliquées) et administrative (équipe dédiée) spécifique

Exemples d'agglomérations organisées dans le cadre de l'initiative AIU:

- France: Métropoles, Communautés Urbaines, Communautés d'Agglomération et Communautés de Communes
- Italie: Città Metropolitane and Unione di Comuni
- Allemagne: Landkreis
- Espagne: Mancomunidades and Area Metropolitana Barcelona
- Royaume-Uni: Combined Authorities
- Portugal : Comunidades Intermunicipais : (CIMs)

Les groupements européens de coopération territoriale (GECT) dont les partenariats se composent uniquement d'autorités urbaines (telles que définies ci-dessus) et qui disposent de compétences spécifiques en matière de conception et de mise en œuvre de politiques en lien avec l'Appel AIU sont considérées comme des agglomérations organisées et peuvent donc présenter leur candidature dans le cadre de l'Appel à projets AIU en tant qu'autorités urbaines principales ou associées. Les GECT dont

les partenariats incluent d'autres organisations (telles que des États membres, des autorités régionales, des associations, des universités, etc.) ne sont pas considérées comme des agglomérations organisées et ne peuvent présenter leur candidature en tant qu'autorités urbaines principales ou associées mais peuvent participer en tant que partenaires de mise en œuvre dans le cadre d'une proposition soumise par une autorité urbaine éligible.

Dans le cadre de l'initiative AIU, les agglomérations organisées sont considérées en tant qu'autorité urbaine unique représentant l'ensemble des municipalités/conseils municipaux impliqués. Pour cette raison, dans le cas d'une proposition de projet soumise par une agglomération organisée, cette dernière sera désignée en tant qu'autorité urbaine principale.

Pour vérifier l'éligibilité des agglomérations organisées, le SP contrôlera que le nombre total d'habitants s'élève au moins à 50 000 et que la majorité d'entre eux (plus de 50 %) vit dans des UAL impliquées dans la agglomération et classées en tant que villes, agglomérations ou banlieues selon le degré d'urbanisation.

## **2.2 Les porteurs de projet éligibles au titre de la seconde catégorie sont les associations/groupement d'autorités urbaines sans statut légal d'agglomération organisée.**

Toute association d'autorités urbaines (associations nationales/régionales d'autorités urbaines, pactes territoriaux, districts de développement, etc.) ou toute autorité urbaine sans accord de coopération formalisé mais qui souhaite soumettre sa candidature de manière conjointe dans le cadre de l'Initiative AIU ne peut le faire en tant qu'autorité urbaine unique.

Celles-ci devront identifier une autorité urbaine principale (AUP) parmi les municipalités/conseils municipaux impliqués et lister les autres en tant qu'autorités urbaines associées.

Afin d'être éligibles, toutes les autorités urbaines impliquées (principale ou associée) devront être reconnues en tant qu'unités administratives locales et classées en tant que villes, agglomérations ou banlieues selon le degré d'urbanisation. Dans le cas d'autorités urbaines dont les frontières administratives comprennent plus d'une unité administrative locale, les mêmes règles relatives à la définition du degré d'urbanisation décrites au point a.2 de la présente s'appliquent.

La relation entre l'autorité urbaine principale et celles associées n'a pas à être formalisée au moment de la soumission du formulaire de candidature. Dans le cas où le projet est approuvé et soutenu, le SP de l'AIU fournira à l'AUP un modèle d'accord de partenariat qui devra être signé par tous les partenaires impliqués (autorités urbaines associées et partenaires de mise en œuvre) au cours des premiers mois de la phase de mise en œuvre.

Pour de plus amples détails sur les rôles et responsabilités de l'autorité urbaine principale et celles associées (et des partenaires de mise en œuvre), les porteurs de projet devront se référer à la section 5.1 des présents termes de référence ainsi qu'à la section 2.1 des lignes directrices de l'AIU.

Des expériences antérieures montrent que les projets individuels mis en œuvre par des associations ou groupements de communes n'ayant pas la forme juridique d'agglomération organisée, composés de plus de 3 autorités urbaines, (autorités urbaines principale et associées) et sans contiguïté territoriale, risquent de perdre toute cohérence et d'avoir des difficultés à fournir des résultats significatifs. Ainsi, il est recommandé que les associations et/ou groupements d'autorités urbaines (n'ayant pas la forme juridique d'agglomérations organisées) qui souhaitent déposer une candidature soient contiguës territorialement et limitent le nombre d'autorités urbaines associées impliquées.

### **2.3 Exigences courantes envers les autorités urbaines éligibles**

Outre les principes énoncés ci-dessus pour chaque catégorie spécifique d'autorité urbaine, les principes suivants s'appliquent à toutes les autorités urbaines éligibles dans le cadre de l'Initiative AIU:

- Toutes les autorités urbaines doivent être situées dans un État membre de l'UE.
- Seules les autorités urbaines telles que définies ci-dessus peuvent soumettre un Formulaire de candidature dans le cadre d'un Appel à projets AIU. Tout Formulaire de candidature soumis par un partenaire de mise en œuvre sera déclaré inéligible.
- Les autorités urbaines (telles que définies ci-dessus) peuvent uniquement apparaître dans la liste d'une proposition de projet en tant qu'autorités urbaines principales/associées. La catégorie partenaires de livraison est réservée exclusivement aux institutions et/ou organisations qui ne sont pas reconnues en tant qu'autorités urbaines dans le cadre de l'initiative AIU.
- Une autorité urbaine ou une agglomération organisée peut être impliquée dans une seule proposition de projet dans le cadre de chaque Appel à projets (même si ces propositions de projet sont soumises au titre de différents thèmes au sein du même Appel à projets). Cette



règle s'applique également aux autorités urbaines associées (une municipalité peut être impliquée dans une seule proposition de projet qu'elle soit l'autorité urbaine principale ou une autorité urbaine associée).

- Les autorités urbaines déjà soutenues au titre d'un projet approuvé par l'Initiative AIU dans le cadre d'un Appel à projets précédent ne peuvent soumettre un nouveau Formulaire de candidature sur le même thème durant toute la durée de l'Initiative.

Les agences et sociétés (par exemple dans les domaines de la gestion de l'énergie/des déchets, du développement, de la promotion touristique, etc.) appartenant complètement ou partiellement à la municipalité/au conseil municipal ne sont pas considérées comme des unités administratives locales et ne peuvent donc pas être reconnues en tant qu'autorités urbaines éligibles. Néanmoins, ces organisations peuvent être impliquées dans le partenariat en tant que partenaires de mise en œuvre (de plus amples détails sur les rôles et responsabilités des partenaires de mise en œuvre sont disponibles à la section 5.1 des présents Termes de référence ainsi qu'à la section 2.1 des lignes directrices de l'AIU)

Comme indiqué dans les paragraphes précédents, le SP de l'AIU utilisera la feuille de calcul **Table de correspondance LAU2-NUTS2010, EU28 (2012)** en tant qu'outil principal de vérification du respect des critères d'éligibilité. Il est donc fortement conseillé aux porteurs de projet de vérifier cette feuille de calcul et de procéder à une autoévaluation d'éligibilité avant de remplir le Formulaire de candidature.

En cas d'écart, d'incohérence ou de doute concernant l'interprétation des données contenues dans la feuille de calcul d'Eurostat, il est fortement conseillé aux porteurs de projet de contacter le SP de l'AIU avant de remplir et soumettre le Formulaire de candidature.

Au cours du contrôle d'admissibilité, dans l'éventualité où le statut de tout porteur de projet en tant que candidat éligible est incertain, le SP de l'AIU se mettra en contact avec l'ensemble des partenaires concernés, y compris Eurostat, afin de déterminer l'éligibilité.

### **3. Couverture thématique du troisième Appel à projets**

La Commission a décidé d'aligner étroitement les thèmes que les Autorités urbaines peuvent traiter via l'Initiative AIU sur ceux définis dans le cadre du programme urbain de l'UE.

Plus précisément, chaque Appel à projets pour AIU se concentrera sur un certain nombre de thèmes.

Pour le troisième Appel à projets, les demandeurs peuvent soumettre des propositions de projet traitant les thèmes suivants:

- adaptation aux changements climatiques
- qualité de l'air
- logement
- emplois et compétences dans l'économie locale

Les autorités urbaines qui soumettent leur candidature dans le cadre de l'Appel à projets de l'AIU doivent choisir l'un des thèmes proposés. Toutefois, étant donné qu'une approche intégrée doit être développée de sorte à aborder efficacement les défis identifiés, les porteurs de projet ont la possibilité, dans le Formulaire de candidature, de décrire les liens et externalités en lien avec d'autres thèmes et domaines d'action.

Comme indiqué, le souhait de la Commission est que les projets proposés offrent des solutions créatives, innovatrices et durables pour traiter les différents enjeux identifiés. Étant donné que les AIU seront également un laboratoire de nouvelles idées, la Commission encourage les solutions inédites qui apporteront une expérience dans diverses disciplines. C'est la raison pour laquelle la Commission a évité d'être trop prescriptive en termes de description des types de projets pouvant être proposés.

Le projet global doit être considéré comme soutenant les objectifs thématiques et priorités d'investissement du FEDER. Toutefois, les projets AIU qui contribuent aux objectifs thématiques 8-10 (c'est à dire ceux davantage axés sur la dimension sociale) pourront être soutenus dans la mesure où:

- Le savoir généré par le projet dans son ensemble puisse être considéré comme soutenant les objectifs thématiques et priorités d'investissement du FEDER;
- Le projet ne cible pas excessivement un type d'activité du Fonds social européen (FSE)

Veuillez garder à l'esprit qu'au cours de la sélection et de la mise en œuvre des propositions de projets, la complémentarité et les synergies avec d'autres programmes et politiques de financement de l'Union ainsi que d'autres projets soutenus sont de la plus haute importance.

Le comité de sélection de l'Initiative AIU cherchera à éviter toute duplication lorsqu'il décide des projets à soutenir.

Les sections suivantes fournissent des descriptions détaillées pour les 4 thèmes du troisième Appel à projets de l'AIU.

### **3.1 ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

#### **Définition générale et contexte des thèmes**

Les communes sont des centres d'innovation et de croissance ainsi que les moteurs du développement économique européen. Elles accueillent environ 75 % de la population et utilisent environ 80 % de l'énergie produite en Europe suivant une tendance croissante selon les estimations. Toutefois, les communes contribuent aux changements climatiques dans une large mesure en émettant une grande quantité de gaz à effet de serre (production d'énergie, véhicules, industrie, utilisation de la biomasse). Dans le même temps, les villes et agglomérations sont hautement vulnérables aux conséquences des changements climatiques : chaleurs, inondations, rareté de la ressource en eau et sécheresses peuvent avoir des répercussions sur la santé, les infrastructures, les économies locales et la qualité de vie des citoyens. Au cours des trois dernières décennies, les phénomènes météorologiques extrêmes ont augmenté de 60 % en Europe. Une action pour le climat efficace n'assure pas seulement une résilience face aux conséquences climatiques, mais également d'importants bénéfices aux zones urbaines en matière de qualité de vie, d'amélioration de la santé publique, d'économies de coûts et de créations d'emplois.

#### **Pertinence pour les autorités urbaines et rôle de ces dernières**

La capacité à se préparer et à réagir aux conséquences climatiques à l'échelon local est primordiale. Les autorités urbaines jouent un rôle de catalyseur lorsqu'il s'agit de réunir les acteurs présents sur leur territoire afin de codévelopper des politiques et stratégies de développement territorial, y compris dans le cadre de territoires petits et éloignés (communes insulaires ou régions ultrapériphériques). Les autorités urbaines doivent jouer un rôle moteur afin de mettre au point des politiques qui répondent aux besoins des citoyens et d'attirer les investissements en faveur du développement économique.

La vulnérabilité aux changements climatiques est souvent le résultat d'actions humaines telles que l'installation dans des zones à risque ou une planification ou une conception de bâtiments

inadéquates. Par exemple, couvrir le sol pour réaliser des logements, des routes et des parcs de stationnement (imperméabilisation des sols) augmente l'absorption d'énergie solaire et provoque une augmentation des températures urbaines (appelée « effet d'îlot thermique urbain »). Parallèlement, le drainage naturel diminue, ce qui, notamment durant les épisodes de pluie intense, peut provoquer des inondations urbaines.

Les conséquences des changements climatiques peuvent être limitées grâce à un urbanisme adéquat et résilient, par exemple à travers l'utilisation d'infrastructures vertes telles que les forêts, les parcs, les zones humides et les murs et toitures végétalisés. De telles approches apportent également d'importants bénéfices accessoires, y compris une amélioration de la qualité de l'air, le soutien à la biodiversité et une qualité de vie améliorée ainsi que des opportunités d'emploi.

L'Union européenne soutient les communes dans cette entreprise de différentes manières. La Stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique (2013) fournit un cadre et des mécanismes qui visent à améliorer le niveau de préparation de tous les acteurs afin de faire face aux conséquences actuelles et futures des changements climatiques. À l'échelon urbain, cette stratégie encourage le renforcement de la capacité des autorités locales à s'adapter aux conséquences inévitables des changements climatiques. La Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie apporte un cadre qui aide à construire des communes plus durables et résilientes. Elle est le fruit du rôle important joué par les communes et les zones urbaines dans la mise en œuvre de l'accord de Paris en vue d'un développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique.

Il existe de nombreux exemples marquants de communes qui mènent des actions ambitieuses en faveur du climat en Europe. La [Convention mondiale des maires](#) dispose de toute une série d'études de cas et d'exemples de meilleures pratiques concernant des communes et municipalités qui mettent en œuvre des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers.

### **Incitations pour les autorités urbaines**

Le besoin le plus urgent pour les autorités urbaines est l'identification de solutions d'adaptation qui associent des pistes de développement durable et des conséquences équitables et éthiques.

Les autorités urbaines doivent proposer des pistes d'adaptation adéquates selon la nature, le calendrier, le type et le niveau de protection requis : les actions doivent se concentrer davantage sur l'adaptation afin d'évaluer la compréhension croissante des facteurs qui influencent la prise de décisions ainsi que leur mise en œuvre ou non et la manière dont elles le sont. Les obstacles d'ordre institutionnel, économique et social liés à la mise en œuvre des mesures d'adaptation (résistance au

changement ou acceptation sociale) doivent être pris en compte. L'urbanisme pour une gouvernance urbaine améliorée devrait contribuer à réduire les inégalités et la pauvreté tout en encourageant le développement de politiques adéquates en matière de changements climatiques et d'utilisation des sols.

Sans pour autant imposer les types de projets attendus, les communes sont invitées à envisager plus particulièrement les thèmes et questions suivants:

- évaluations innovantes et intégrées du risque et de la vulnérabilité climatiques, plans de gestion des risques d'inondation/de chaleur, renforcement des capacités pour les communes et partage d'informations à l'échelon régional ou national
- projets prévoyant des solutions de gestion de l'eau innovantes, intégrées et fondées sur la nature (gestion des inondations et rétention de l'eau) et le développement d'infrastructures vertes et bleues (forêts, parcs, zones humides, murs/toitures végétalisés, zones d'inondation)
- promouvoir des infrastructures urbaines résilientes face aux changements climatiques : amélioration de la rétention de l'eau, drainage urbain, systèmes d'égouts, normes de construction
- projets soutenant les structures et approches de bonne gouvernance qui encouragent la résilience ascendante et le renforcement des capacités à l'échelle du quartier et de la communauté. Accent sur une coordination accrue, tant verticalement (gouvernance multi-niveaux) qu'horizontalement (gouvernance multipartite) ; coordination régionale entre les autorités locales afin de s'attaquer aux risques climatiques de grande ampleur ou transfrontaliers
- engagement citoyen/participation citoyenne en faveur de projets d'adaptation urbaine ; accroissement de la sensibilisation sociale aux dangers liés au climat ; mise au point de mécanismes de financement en vue de mobiliser des investissements à risque limité.

### **3.2 QUALITÉ DE L'AIR**

#### **Définition générale et contexte des thèmes**

En dépit de progrès considérables au cours des dernières décennies, la pollution de l'air ambiant reste la première cause de décès dû à l'environnement au sein de l'Union : chaque année, environ 400 000 personnes perdent la vie de manière prématurée dans l'Union en raison de niveaux élevés de particules fines, de dioxyde d'azote et d'ozone. La pollution de l'air continue également de nuire aux écosystèmes tandis que la moitié du territoire de l'Union est exposé à des dépôts d'azote

(eutrophisation) et à des concentrations d'ozone excessifs. Cela provoque une réduction de la biodiversité, du rendement des récoltes ainsi que d'autres dégâts matériels.

La politique environnementale de l'Union met l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un train de mesures sur la qualité de l'air qui renforce les politiques nationales, régionales et locales portant sur les aspects du problème de la qualité de l'air que les États membres ne peuvent traiter avec efficacité ou efficience par eux-mêmes. Les politiques de l'Union visent également à appliquer les obligations internationales de l'Union dans le domaine de la pollution de l'air et à intégrer les exigences en matière de protection environnementale dans des secteurs tels que l'industrie, l'énergie, le transport et l'agriculture.

Des chiffres illustrant l'importance et le contexte de la pollution de l'air ambiant sont disponibles sur [http://ec.europa.eu/environment/air/cleaner\\_air/index.html](http://ec.europa.eu/environment/air/cleaner_air/index.html)

Le partenariat sur la « qualité de l'air » du programme urbain de l'UE vise à améliorer la qualité de l'air dans les villes et à rendre prioritaire la problématique de la « ville saine » aux échelons local, national et européen<sup>6</sup>

### **Pertinence pour les autorités urbaines et rôle de ces dernières**

Les autorités urbaines sont les mieux placées pour mettre en œuvre des mesures car elles connaissent la situation locale et disposent d'une gamme d'instruments tels que l'urbanisme, la gestion des infrastructures/de la circulation, les permis de logement, la politique de stationnement, etc., qui leur permettent de piloter et de promouvoir des solutions innovantes. Elles contrôlent généralement les budgets locaux et emploient les équipes chargées de procéder aux mises en œuvre et de prendre ou de faire appliquer des mesures en cas d'épisodes de smog ou de plan à long terme en matière de qualité de l'air.

Dans de nombreux États membres, les autorités municipales sont responsables soit de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des plans officiels relatifs à la qualité de l'air au titre de la directive 2008/50/CE, soit des plans relatifs à la qualité de l'air en lien avec les plans régionaux officiels relatifs à la qualité de l'air au titre de la directive 2008/50/CE. Quand bien même des plans régionaux officiels relatifs à la qualité de l'air existent, les villes jouent souvent un rôle majeur car elles constituent généralement le principal centre économique de la région qui concentre la population, la circulation et l'industrie. La persistance de quantités excessives de particules en suspension et de dioxyde d'azote dans les villes de nombreux pays en dépit de plans d'action en faveur de la qualité de

---

<sup>6</sup> <https://ec.europa.eu/futurium/en/air-quality>

l'air indique que des approches favorisant des solutions et améliorations innovantes sont nécessaires : mieux comprendre où et quand les problèmes de pollution de l'air peuvent survenir et la manière dont des solutions innovantes peuvent contribuer aux solutions serait bienvenu.

### **Incitations pour les autorités urbaines**

Il est important de mettre l'accent sur la possibilité de favoriser un mode de vie sain ainsi que la qualité de l'air urbain en réduisant les sources d'émission de polluants de l'air ou leurs précurseurs de manière ciblée. La qualité de l'air urbain n'est pas affecté uniquement par les sources urbaines (c'est-à-dire la circulation, le chauffage domestique, l'industrie), mais également par des sources situées en dehors de la ville. Ce qu'on appelle la qualité de l'air de fond est constituée des émissions provenant de sources non urbaines telles que l'agriculture, la navigation (intérieure), les sources et émissions naturelles dans les zones (urbaines) éloignées. Décider de la source urbaine pouvant être réduite le plus efficacement (d'un point de vue économique) nécessite des données fiables sur les sources de fond (qui déterminent la concentration de fond et la contribution de la ville à la qualité de l'air). En outre, la pollution de l'air dans un environnement urbain n'est pas homogène. Dans tout environnement urbain, il existe des points chauds qui peuvent provenir de diverses sources. La modélisation à haute résolution pourrait aider à identifier ces points chauds et permettre des mesures bien plus précises et économiquement efficaces mieux adaptées à ce micro-environnement.

Lorsqu'elles identifient des solutions innovantes, les autorités urbaines sont invitées à prendre note des enseignements tirés et à se fonder sur ces derniers ainsi que le décrit le rapport de l'Agence européenne pour l'environnement <sup>7</sup> sur la mise en œuvre de la législation sur l'air dans 12 villes et le rapport des projets réalisés dans le cadre du programme LIFE<sup>8</sup>.

Sans pour autant imposer les types de projets attendus, les communes sont invitées à envisager plus particulièrement les thèmes et questions suivants:

- développer et tester des outils afin d'établir de meilleurs inventaires des émissions concernant la pollution de l'air et des outils de modélisation à haute résolution afin d'identifier les points chauds de pollution de l'air urbain ;
- promouvoir des modes de transport à émissions faibles ou nulles tels que des véhicules à carburant plus propres, de meilleures connexions avec les transports en commun, des instruments destinés à différents modes de transports, des options de modalité innovantes telles que les vélos électriques, les vélos-cargos ou le covoiturage

---

<sup>7</sup> <https://www.eea.europa.eu/publications/air-implementation-pilot-2013>

<sup>8</sup> <http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/airquality.pdf>

- concepts sains d'espaces publics qui favorisent le vélo et la marche à pied
- les sciences citoyennes (mesure de la qualité de l'air grâce à de petits appareils de mesure efficaces afin de créer une vaste base de données urbaines sur la qualité de l'air en installant des points chauds locaux)
- changement de comportement et projets avec participation du public (Smarter Labs par ex.)
- solutions fondées sur la nature au sein des villes (arbres et plantes dont il est possible de prouver les bénéfices pour la qualité de l'air)
- mécanismes innovants de financement local et régional (taxes, PPP, etc.) qui incitent davantage les citoyens et les industries à adopter des solutions à faibles émissions (mobilité et logement).
- approches innovantes destinées à dépasser les goulots d'étranglement politiques afin d'accélérer la mise en œuvre de solutions/technologies fondées sur l'innovation visant à améliorer la qualité de l'air.

### 3.3 LOGEMENT

#### Définition générale et contexte des thèmes

Le logement est une infrastructure clé pour la croissance économique des villes et le bien-être de leurs habitants. Toutefois, la pénurie de logements adaptés et de bonne qualité est un problème permanent dans la plupart des pays européens. Au cours des dix dernières années, les questions d'accessibilité financière, le sans-abrisme, la polarisation en matière sociale et de logement et les nouvelles formes de perte de logement ont préoccupé sans cesse davantage les pouvoirs publics.

Plusieurs politiques à l'échelon de l'Union ont des répercussions importantes sur le logement et apportent un soutien dans ce domaine (par ex. l'Agenda pour la politique sociale de l'Union, les politiques en matière d'énergie, d'industrie et d'environnement, les politiques régionales et urbaines, le marché unique, l'aide d'État). Toutefois, ce sont plutôt les gouvernements nationaux qui élaborent leurs propres politiques du logement. Nombre d'entre eux font face à des défis similaires : comment renouveler les parcs de logements, comment planifier et promouvoir le [développement durable](#), comment lutter contre l'expansion urbaine, comment aider les jeunes et les groupes défavorisés à trouver un logement et comment promouvoir l'efficacité énergétique parmi les propriétaires de maisons.



En 2015, 11,3 % de la population de l'UE-28 vivait dans des ménages qui consacraient plus de 40 % de leur revenu disponible au logement<sup>9</sup>. Presque 11 % de la population de l'Union est dans une situation où leur ménage n'est pas en mesure de chauffer convenablement leur logement à un tarif abordable. En 2012, on estimait que cette situation concernait environ 54 millions de personnes en Europe. L'ampleur du problème est due à des prix de l'énergie en augmentation, un faible revenu et des logements à faible efficacité énergétique. On observe cette situation particulièrement en Europe centrale et en Europe de l'Est.<sup>10</sup> La construction de nouveaux logements sociaux a diminué entre 2009 et 2012 tandis que le nombre de ménages sur listes d'attente ne cesse d'augmenter : BE 140 000 à 186 000, FR 1,2 à 1,7 million, IT 600 000 à 650 000. En outre, le nombre de sans-abris augmente dans l'Union.<sup>11</sup>

### **Pertinence pour les autorités urbaines et rôle de ces dernières**

Les politiques du logement qui ont précédé la crise financière mondiale ont mis les villes et les autorités locales dans une situation difficile. Leur financement et leur responsabilité en matière d'offre de logement a été systématiquement réduit depuis les années 1980. Du fait du récent changement de politique du logement à l'échelle internationale (voir CEE-ONU 2015) qui a eu pour objet le transfert de responsabilité en matière de logement depuis les autorités centrales vers les autorités locales, il revient de plus en plus aux villes de financer, gérer et distribuer les parcs de logements. Ce changement offre aux villes l'occasion de construire des solutions de logement innovantes adaptées aux réalités des marchés du logement d'après crise.

Les villes jouent donc un rôle important dans l'offre et la réhabilitation en matière de logement tout en collaborant de façon créative avec tous types de fournisseurs de logements, privés, publics et collectifs (l'expérience montre que l'on obtient des résultats limités lorsque l'on s'appuie sur un seul secteur pour la fourniture de logements) et en promouvant une utilisation durable des sols.

L'un des défis majeurs que les villes sont appelées à relever à la suite de la crise économique et financière est l'accès à des logements abordables. D'une manière générale, les villes connaissent une pénurie de logements abordables et sociaux quelle que soit la modalité de jouissance du logement tandis que certaines disposent d'un grand nombre de logements vacants et d'un parc vétuste. Exemples de zones urbaines affectées :

---

<sup>9</sup> Eurostat

<sup>10</sup> La pauvreté énergétique pourrait affecter presque 11 % de la population de l'Union, <https://ec.europa.eu/energy/en/news/energy-poverty-may-affect-nearly-11-eu-population>

<sup>11</sup> Feantsa, 2ème regard sur le mal-logement en europe 2017 <http://www.feantsa.org/en/report/2017/03/21/the-second-overview-of-housing-exclusion-in-europe-2017>

- les zones métropolitaines dont le marché du logement est en ébullition avec une demande de logements croissante, des prix du logement excessifs et une accessibilité financière au logement en forte baisse pour la majorité des groupes de revenus (des revenus faibles aux revenus moyens à moyens supérieurs) et leurs divers besoins,
- les quartiers dont les habitants n'ont pas les moyens d'investir dans les dépenses de consommation courante ou de couvrir ces dernières,
- les villes et zones en contraction dont la demande de logements est faible (c'est-à-dire les zones dont le nombre de logements vacants augmente).

Un autre défi à relever est l'importante difficulté d'accès aux logements sociaux et abordables que connaissent les groupes vulnérables de la société tels que les personnes âgées, les parents isolés, les personnes handicapées, les sans-abris, les chômeurs de longue durée, les jeunes quittant leur institution, les Roms, les migrants, etc. Dans ces domaines en particuliers, les actions devraient être associées à des mesures de soutien adaptées (éducation, santé, affaires sociales, emploi, sécurité, mixité, etc.).

### **Incitations pour les autorités urbaines**

Sans pour autant imposer les types de projets attendus, les communes sont invitées à envisager plus particulièrement les thèmes et questions suivants.

Étant donné les défis en matière de logement auxquels les villes font face, il est important de reprendre une attitude responsable en ce qui concerne la construction de logements et les systèmes de consommation de logements afin de répondre aux problèmes liés aux villes en expansion et en contraction ainsi qu'aux quartiers urbains défavorisés. Des systèmes de logements responsables doivent :

1. apporter des bénéfices économiques comme par exemple
  - augmenter l'accessibilité financière au logement,
  - augmenter l'efficacité énergétique, réduire les émissions de CO<sub>2</sub>,
  - promouvoir l'utilisation efficace et durable des zones constructibles et empêcher l'expansion urbaine,
  - des emplois locaux,
  - des plans de financement innovants grâce aux partenariats public privé.
2. limiter les déchets grâce à
  - l'utilisation efficace des ressources,
  - la recyclabilité des logements,

- la réhabilitation des friches,
  - la rénovation des logements.
3. promouvoir les solutions fondées sur les personnes comme par exemple
- une meilleure accessibilité financière aux logements de qualité et aux logements sociaux,
  - des solutions de logement correspondant aux parcours de vie,
  - la réflexion sur les tendances démographiques et sociales,
  - le logement collaboratif,
  - la mixité, en comblant le fossé de l'isolement social et physique entre les différents groupes de la société,
  - la prévention des effets indésirables de la gentrification (tels que les expulsions),
  - les besoins spécifiques des groupes vulnérables.

Les interventions urbaines dans les systèmes de logement promeuvent les produits de logement et l'environnement bâti esthétique et utilisable dans toute la mesure du possible par tous, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur nationalité ou de leur origine ethnique.

Principes généraux :

- évaluer les besoins locaux spécifiques et y répondre de façon appropriée,
- garantir une approche intégrée de sorte que l'action soit associée à d'autres mesures adaptées afin de parvenir à de meilleurs résultats globaux,
- les actions ne doivent pas entraîner quelque discrimination ou ségrégation,
- modérer activement la concurrence visible pour les parts de marché entre les différents types de fournisseurs de logements (privés et publics par ex.) afin de faire avancer la construction et la consommation de logements dans un cadre mêlant les milieux sociaux et les modalités de jouissance des logements,
- garantir la durabilité de l'action au-delà du cadre temporel du projet,
- pour les actions en faveur des groupes vulnérables, impliquer la communauté dans la préparation et la conception (ainsi que dans la mise en œuvre le cas échéant) de l'action.

### **3.4 EMPLOIS ET COMPÉTENCES DANS L'ÉCONOMIE LOCALE**

#### **Définition générale et contexte du thème**

La création d'emplois est l'une des principales priorités de l'Union. Cela n'a rien de surprenant lorsque l'on sait que, si le taux de chômage a reculé récemment, 19,092 millions d'hommes et de femmes

étaient sans emploi en mai 2017, bon nombre d'entre eux se situant dans des groupes d'âge qui seraient normalement les plus productifs et les plus impliqués dans une société saine et prospère.

La nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe (2016) réaffirme l'importance de la création d'emplois et du développement des compétences de la population active européenne. Parallèlement, le socle européen des droits sociaux (2017) vise à intégrer des conditions de travail plus équitables ainsi qu'une dimension sociale renforcée dans les politiques d'emploi.

Le partenariat sur les « emplois et compétences dans l'économie locale » du programme urbain de l'UE met l'accent sur la facilitation de l'économie locale en améliorant la capacité et les compétences de la population active et en apportant des conditions préalables favorables pour le développement économique et la création d'emplois en se fondant sur les spécificités locales.

### **Pertinence pour les autorités urbaines et rôle de ces dernières**

Alors que l'Union sort progressivement de la crise économique, il faut rappeler que plus des deux tiers de la population européenne vivent dans des villes et que ces dernières sont les principaux moteurs d'innovation, de compétitivité et de croissance économique à travers l'Europe. Les villes ont donc un rôle clé à jouer dans la création et la promotion de bonnes conditions d'investissements innovants, débouchant sur de meilleurs emplois et en plus grand nombre pour leurs citoyens.

Une fois de plus, les types de projets attendus ne sont pas définis en détail, mais le projet déjà approuvé dans le cadre du premier Appel AIU et le rapport URBACT « More jobs: better cities », qui énonce certaines mesures pouvant être prises par les autorités urbaines pour stimuler la croissance et l'emploi, peuvent être utilisés comme sources d'inspiration.

### **Incitations pour les autorités urbaines**

Sans pour autant imposer les types de projets attendus, les villes sont invitées à envisager des thèmes prioritaires identifiés dans le [document d'orientation](#) du partenariat sur les « emplois et compétences dans l'économie locale » du programme urbain de l'UE<sup>12</sup> ainsi que les thèmes et questions suivants :

- renforcement des chaînes d'approvisionnement locales pour aider l'économie locale à tirer parti du marché local et à jouer un rôle actif dans l'établissement de connexions entre les sociétés locales, leurs parties prenantes, et les opportunités du marché local et plus large,
- soutien aux PME en apportant des solutions innovantes aux défis majeurs auxquels elles sont confrontées et en améliorant leur inter-connectivité avec les marchés plus larges,

---

<sup>12</sup> <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/jobs-and-skills-local-economy-orientation-paper>

- développement d'une culture entrepreneuriale plus poussée et promotion de la création d'entreprises et d'entreprises sociales innovantes en encourageant les écosystèmes locaux favorables, y compris par l'intermédiaire « d'incubateurs d'entreprises »,
- permettre la transition des villes vers la nouvelle économie fondée sur la connaissance, l'énergie renouvelable, les plateformes numériques et les modes de production plus locaux et circulaires,
- valorisation de la recherche et du développement en commercialisant les résultats de la recherche et du développement scientifiques grâce à la coopération des entrepreneurs et de la communauté des scientifiques et des chercheurs,
- tendre vers une population active hautement qualifiée qui dispose des compétences adéquates afin de favoriser de plus grandes productivité, créativité et innovation,
- garantir des marchés du travail inclusifs en offrant des chances égales à tous, y compris les groupes marginalisés et vulnérables.

De plus, la Commission reconnaît que les villes doivent gérer leurs marchés du travail afin d'assurer un bon équilibre entre la demande (emplois disponibles) et l'offre (personnes en recherche d'emplois) afin de recueillir la plupart des bénéfices de la croissance économique. La mise à niveau des compétences et l'amélioration des prévisions concernant les besoins des marchés du travail sont essentielles car les individus doivent avoir les bonnes compétences pour être embauchés à long terme par un employeur compétitif. Travailler avec des établissements éducatifs afin de faire correspondre leur enseignement aux besoins en évolution du marché du travail, stimuler la demande de compétences, collaborer avec ces établissements et avec les employeurs pour s'assurer que les compétences requises sont connues à l'avance tout en encourageant l'investissement dans de nouvelles compétences sont également des éléments qui pourraient être mis en avant dans le cadre des actions menées par les villes.

#### **4. Principe de financement**

##### **Principes des coûts totaux**

L'Initiative AIU suit le principe des coûts totaux. Le projet bénéficie d'un cofinancement du FEDER à hauteur de 80 % des coûts éligibles. Chaque partenaire bénéficiant du FEDER doit garantir au moins 20 % de contribution publique ou privée pour compléter son budget, que ce soit à partir de ses ressources propres ou d'autres sources. Les contributions des partenaires peuvent être effectuées en numéraire ou en nature. Il convient de noter que le travail volontaire bénévole n'est pas éligible au

titre des règles d'éligibilité de l'AIU et que le personnel rétribué doit être considéré comme une contribution en numéraire.

### **Versements du FEDER**

Le programme de versement de l'AIU est principalement fondé sur le principe d'avance du FEDER<sup>13</sup> mais aussi sur le principe de remboursement des coûts effectivement encourus (y compris les taux forfaitaires):<sup>14</sup>

- Une première avance FEDER correspondant à 50% de l'enveloppe FEDER est versée à l'autorité urbaine (principale) dans les 90 jours suivant la signature du Contrat de subvention (et de l'accord de partenariat si nécessaire). Cette première avance couvre également le forfait pour les frais de préparation (maximum 16 000 EUR FEDER).
- Une deuxième avance FEDER correspondant à 30% de l'enveloppe FEDER est versée à l'autorité urbaine (principale) après la soumission et l'approbation d'un rapport d'avancement provisoire et des dépenses liées au projet vérifiées par le contrôleur de premier niveau. Les dépenses rapportées doivent représenter au moins 70 % de la première échéance de préfinancement (ce qui correspond à 35 % du budget total du projet).
- Un troisième versement du FEDER correspondant au maximum à 20 % de la subvention du FEDER (moins le forfait alloué à la clôture du projet et au transfert de connaissances) est effectué au bénéfice de l'autorité urbaine (principale) suite à la soumission et à l'approbation du rapport d'étape final. Ce rapport, soumis au plus tard 3 mois après la date de fin du projet, comprend les dépenses finales liées au projet vérifiées par le contrôleur de premier niveau. Il est important de noter que le troisième versement n'est plus basé sur le principe d'avance mais sur le principe de remboursement des coûts encourus et payés. Par conséquent, les partenaires de projet doivent préfinancer leurs dépenses au cours de la dernière phase de mise en œuvre du projet.
- Un versement final est effectué au bénéfice de l'autorité urbaine (principale) suite à l'approbation du rapport qualitatif final (soumis au plus tard un an après la date de fin du projet). Le versement s'élève au maximum à 12 000 EUR FEDER et couvre les phases de clôture du projet et de transfert des connaissances.

---

<sup>13</sup> Tel qu'énoncé dans la convention de délégation signée entre la Commission européenne et la région Hauts-de-France (ex région Nord-Pas-de-Calais) en 2015.

<sup>14</sup> Idem

## 5. Création et développement du projet

### 5.1 Partenariat avec Actions Innovatrices Urbaines

Seules les autorités urbaines telles que définies dans l'article 2 de l'acte délégué de l'AIU peuvent soumettre un Formulaire de candidature dans le cadre d'un Appel à projets AIU.

Toutefois, dans le cadre de l'Initiative AIU, les autorités urbaines sont censées établir des partenariats locaux forts avec un mélange adapté de partenaires complémentaires. Tous les partenaires doivent être situés dans l'UE. Un partenariat en vue d'un projet AIU peut être constitué d'une autorité urbaine (principale), d'autorités urbaines associées et de partenaire de mise en œuvre. Le groupe plus large des parties prenantes ne fait pas partie du partenariat relatif au projet mais devrait également être impliqué dans ce dernier.

- **Autorité urbaine (ou autorité urbaine principale en cas de projet soumis par plusieurs autorités urbaines):** l'Initiative AIU fonctionne sur la base d'une autorité urbaine qui est responsable de la mise en œuvre et de la gestion générales du projet entier. L'autorité urbaine (principale) signe le contrat de subvention avec l'Entité Mandatée et reçoit le FEDER à distribuer aux autres partenaires (autorités urbaines associées et/ou partenaires de mise en œuvre) selon leurs rôle et responsabilité spécifiques (et les budgets y afférents). En cas d'agglomérations organisées, l'institution, y compris toutes les autres autorités urbaines impliquées au sein de l'agglomération, sera considérée en tant qu'autorité urbaine unique et répertoriée en tant qu'autorité urbaine principale dans le cadre du projet AIU.
- **Autorités urbaines associées:** Une association d'autorités urbaines (associations nationales/régionales d'autorités urbaines, pactes territoriaux ou associations, districts de développement, etc.) sans statut légal d'agglomération organisée ou des autorités urbaines individuelles sans accord de coopération formalisé mais qui souhaitent présenter leur candidature conjointement dans le cadre de l'AIU identifieront une UAL en tant qu'autorité urbaine principale et les autres UAL en tant qu'autorités urbaines associées. Les Autorités urbaines associées seront responsables de la mise en œuvre d'activités spécifiques et de la production des livrables/réalisations correspondants. Les autorités urbaines associées auront une part du budget du projet et rendront compte des coûts engagés pour la mise en œuvre des activités. Des informations détaillées sur les autorités urbaines associées (y compris le statut légal, les expériences et compétences, les personnes à contacter, etc.) seront fournies dans le Formulaire de candidature.

- **Partenaires de mise en œuvre** : institutions, agences, organisations, partenaires du secteur privé, associations qui joueront un rôle actif dans la mise en œuvre du projet. Les autorités urbaines devraient choisir leurs partenaires de mise en œuvre dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement. Ils seront responsables de la mise en œuvre d'activités spécifiques et de la production des produits /réalisations correspondants. Il convient de noter que seules les organisations qui ont une personnalité juridique sont autorisées à participer à un projet en qualité de partenaires de mise en œuvre. Les cabinets de conseil dont l'objectif principal est le développement et la gestion de projets européens ne sont pas autorisés à participer à un projet en qualité de partenaires de mise en œuvre.
- **Un groupe élargi de parties prenantes** devrait également être impliqué dans la conception et la mise en œuvre du projet. Ce groupe peut inclure des institutions, des agences, des organisations et des associations. Il ne jouera pas de rôle direct (et ne dispose donc pas d'un budget dédié pour la mise en œuvre) mais est considéré comme pertinent pour garantir une mise en œuvre en douceur et efficace du projet et en partager la propriété.

Vous trouverez des informations détaillées sur les rôles et les responsabilités des Autorités urbaines (Autorités urbaines associées, le cas échéant) et les Partenaires de mise en œuvre à la section 2.1 des Lignes directrices AIU.

## 5.2 Activités du projet

Les activités menées dans le cadre des projets AIU sont organisées autour de modules de travail et soutiennent un ou plusieurs objectif(s) thématique(s) du FEDER et priorité(s) d'investissement correspondante(s), tels qu'énoncés au premier paragraphe de l'Article 9 du RDC<sup>15</sup> pour les Fonds ESI et à l'Article 5 du FEDER.

À ce titre, les différents types de MT répertoriés ci-dessous devraient être utilisés:

- MT Préparation
- MT Gestion de projet
- MT Communication

---

<sup>15</sup> Règlement portant dispositions communes (UE) n° 1303/2013:  
<http://eurlex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=celex:32013R1303>



- MT Mise en œuvre
- MT Investissement

À l'exception du module de travail Investissement, tous les types de MT sont obligatoires dans le cadre des applications de projet AIU.

Chaque projet disposera d'un expert AIU :

- pour fournir en continu des conseils et une orientation sur la substance de l'action, notamment en ce qui concerne le contenu innovateur
- pour aider au développement de la documentation et des réalisations qui regrouperont et communiqueront les leçons apprises, les bonnes pratiques, etc. au grand public
- pour garantir que l'action reste sur les rails et en ligne avec la proposition acceptée

Les coûts relatifs aux experts AIU (y compris les déplacements et les hébergements) seront couverts par l'Initiative AIU.

De plus amples informations sur la structure du plan de travail pour un projet AIU ainsi que sur le rôle et les tâches des experts AIU sont disponibles dans les lignes directrices de l'AIU.

### **5.3 Lignes budgétaires et dépenses éligibles**

Toutes les dépenses relatives à la mise en œuvre des projets AIU sont éligibles selon les lignes directrices de l'AIU (voir section 4.2) et budgétées sur les lignes budgétaires appropriées:

- Personnel
- Bureaux et administration
- Déplacements et hébergements
- Expertise et services externes
- Équipements
- Infrastructures et travaux de construction

## **6. Processus de candidature**

Le pack de candidature pour le troisième Appel à projets pour les AIU comprend ce qui suit :

- Les présents Termes de référence (disponibles dans toutes les langues de l'Union)

- Les lignes directrices techniques relatives à la plateforme d'échange électronique (PEE)
- Les instructions détaillées pour remplir le Formulaire de candidature (disponible en ligne dans toutes les langues de l'Union dans le système PEE)

Une version de travail du Formulaire de candidature et de la Fiche de confirmation est également fournie comme outil d'aide au processus de rédaction de la candidature (document Word disponible uniquement en anglais)

**En outre, les Lignes directrices AIU (disponibles uniquement en anglais) doivent être lues attentivement concernant les règles générales de l'Initiative.**

Toute la documentation est disponible sur le site Internet d'AIU.

Le processus de demande est 100 % zéro papier grâce à l'utilisation de la plateforme d'échange électronique (PEE) d'AIU. **La demande se compose du Formulaire de candidature et de la Fiche de confirmation numérisée.**

Une annexe peut également être téléchargée et jointe au Formulaire de candidature. Il peut s'agir d'une carte présentant la zone d'intervention, un graphique, une infographie, etc. Le type et la taille du fichier joint sont spécifiés dans les lignes directrices de la PEE. Les porteurs de projet peuvent soumettre une candidature via la PEE au plus tard un mois avant la date-limite de soumission. Les informations relatives à sa disponibilité seront publiées sur le site internet de l'AIU.

Il est fortement recommandé aux demandeurs de remplir le Formulaire de candidature dans un anglais clair, bien qu'il soit possible de le faire dans n'importe laquelle des langues officielles de l'UE.

Il convient de noter que l'Évaluation stratégique et opérationnelle sera réalisée à partir de la version anglaise des Formulaires de candidature soumis (traduction en anglais réalisée par un prestataire de services externe sous contrat avec le SP si le Formulaire de candidature est soumis dans une autre langue). La qualité de la traduction n'est pas garantie par le SP, le risque lié à celle-ci incombe donc au porteur de projet. En outre, le contrat de subvention, la gestion du projet, les rapports officiels, les livrables clé et toute communication avec l'Entité mandatée et le SP seront en langue anglaise.

**La date-limite de soumission du Formulaire de candidature et de la Fiche de confirmation est fixée au 30.03.2018 14 heures CET.**

## **7. Processus de sélection**

Après sa soumission, chaque candidature fait l'objet d'un processus de sélection comprenant les étapes suivantes:

1. Contrôle d'admissibilité
2. Évaluation stratégique
3. Évaluation opérationnelle

### **7,1 Contrôle d'admissibilité**

À la clôture de l'Appel, le SP soumet tous les projets proposés à un contrôle d'admissibilité. L'objectif du contrôle d'admissibilité est:

- De vérifier la conformité des Formulaires de candidature et annexes reçus avec les critères d'éligibilité formelle
- D'éviter de poursuivre l'évaluation de candidatures non éligibles
- De garantir l'égalité de traitement de tous les projets en lice pour un financement

Les critères d'éligibilité de l'AIU sont les suivants :

1. Le Formulaire de candidature a été soumis électroniquement via la PEE avant la date-limite indiquée dans les Termes de référence de l'Appel à projets
2. Le Formulaire de candidature est rempli en intégralité
3. Le porteur de projet est une autorité urbaine unique d'une unité administrative locale (UAL), définie en fonction du degré d'urbanisation en tant que ville, agglomération ou banlieue, et d'au moins 50 000 habitants

#### **OU**

Le porteur de projet est une association ou un groupement d'autorités urbaines disposant du statut légal d'agglomération organisée composée d'UAL dont la majorité (au moins 51 %) des habitants habite dans des UAL définies en fonction du degré d'urbanisation en tant que villes, agglomérations ou banlieues et dont la population totale cumulée est au moins égale à 50 000 habitants

#### **OU**

Le porteur de projet est une association ou un groupement d'autorités urbaines sans statut légal d'agglomération dans lesquelles l'ensemble des autorités urbaines impliquées

(autorité urbaine principale et autorités urbaines associées) sont des UAL définies en fonction du degré d'urbanisation en tant que villes, agglomérations ou banlieues et dont la population totale cumulée (autorité urbaine principale plus autorités urbaines associées) est au moins égale à 50 000 habitants

4. En cas d'association ou de groupement n'ayant pas la forme juridique d'agglomérations organisées, une Autorité urbaine principale et les Autorités urbaines associées sont présentées dans le Formulaire de candidature
5. La période d'éligibilité est respectée: la date de fin du projet respecte les exigences de l'Appel et de l'Initiative
6. Les exigences budgétaires maximum et le principe de cofinancement sont respectés
7. L'ensemble des partenaires impliqués (autorité urbaine principale, autorités urbaines associées et partenaires de mise en œuvre) sont issus d'États membres
8. Les autorités urbaines (autorités urbaines principales et/ou autorités urbaines associées) présentant leur candidature sont impliquées dans une seule proposition de projet dans le cadre du même Appel à projets
9. Les autorités urbaines (autorités urbaines principales et/ou autorités urbaines associées) présentant leur candidature n'ont pas été sélectionnées ni financées pour le même thème par un Appel à projets AIU précédent
10. La Fiche de confirmation dûment signée par le représentant légal de l'autorité urbaine (principale) est téléchargée dans le système PEE avant l'échéance de l'Appel.

Si toutes les exigences ci-dessus ne sont pas respectées, la demande sera considérée non éligible et l'évaluation cessera immédiatement.

## **7.2 Évaluation stratégique**

Les demandes qui sont déclarées éligibles sont soumises à une évaluation stratégique effectuée par un panel d'Experts externes. L'évaluation stratégique compte pour 80 % de la pondération attribuée à l'évaluation de l'ensemble du projet et comprend les critères suivants :

- Inventivité (40 % de la pondération) - Dans quelle mesure le porteur de projet est-il capable de démontrer que la proposition de projet est nouvelle (n'a pas été testée et mise en œuvre sur le terrain auparavant dans la zone urbaine concernée ou ailleurs dans l'Union) et qu'elle détient un réel potentiel de valeur ajoutée ?
- Partenariat (15 % de la pondération) – Dans quelle mesure l'implication de parties prenantes

clés (autorités urbaines associées le cas échéant, partenaires de mise en œuvre et groupe élargi de parties prenantes) est-elle pertinente pour la mise en œuvre du projet ?

- Mesurabilité (15 % de la pondération) – Dans quelle mesure le projet fournira-t-il des résultats mesurables ?
- Transférabilité (10 % de la pondération) – Dans quelle mesure le projet sera-t-il transférable à d'autres zones urbaines à travers l'Europe ?

Les questions d'évaluation à titre indicatif pour chaque critère sont présentées à la section 3.2.2 des Lignes directrices AIU.

Le panel d'Experts externes vérifiera également que les projets contribuent aux objectifs thématiques du fonds ESI et du cadre stratégique commun tels que décrits au premier paragraphe de l'article 9 du RDC, qu'ils proposent des réponses intégrées aux défis identifiés et respectent les principes de développement urbain durable. La Commission et l'Entité Mandatée peuvent décider de ne pas choisir un projet pour manque de contribution si les éléments ci-dessus ne sont pas respectés.

Sur la base de l'Évaluation stratégique, le panel d'Experts externes évalue les demandes et les classe. En accord avec la Commission, les demandes atteignant un certain score subissent une Évaluation opérationnelle. La décision relative à leur candidature (poursuite ou non) est notifiée aux porteurs de projet à l'issue du processus d'Évaluation stratégique.

### **7.3 Évaluation opérationnelle**

L'Évaluation opérationnelle est effectuée par le SP et compte pour 20 % de la pondération attribuée à l'évaluation d'ensemble du projet.

Le principal objectif de l'Évaluation opérationnelle est d'évaluer la qualité de la proposition (y compris la faisabilité, la logique et la cohérence du plan de travail, la qualité des structures de gestion proposées, la cohérence et la proportionnalité du budget, la qualité des activités de communication proposées).

Les questions d'évaluation à titre indicatif pour le critère « Qualité » sont présentées à la section 3.2.3 des Lignes directrices AIU.

Après l'Évaluation Opérationnelle, un Comité de sélection composé de l'Autorité de gestion et de la Commission se réunit pour procéder à la sélection finale. La Commission décide en dernier lieu des projets sélectionnés. La décision est notifiée aux porteurs de projet à l'issue du processus d'Évaluation opérationnelle.

#### **7.4 Système de notation des évaluations**

Un score de 1 à 5 sera attribué à chaque critère pondéré, afin de donner un score moyen par projet.

Vous trouverez des informations détaillées sur le système de notation des évaluations à la section 3.2.4 des Lignes directrices AIU.

Le système de notation sera appliqué en tenant compte non seulement du mérite spécifique de chaque projet mais également de l'esprit compétitif du processus via la comparaison avec les autres propositions de projet soumises dans le cadre du même Appel à projets. Pour cette raison, les porteurs de projet qui n'ont pas été retenus pour l'évaluation opérationnelle ou approuvés en dernier lieu n'auront pas connaissance des notations mais recevront uniquement d'un commentaire détaillé pour l'ensemble des critères évalués.

### **8. Marché public, audit et aides d'État**

Les partenaires de projet correspondant à la définition de l'autorité contractante selon la législation nationale en vigueur sur le Marché public doivent respecter les règles applicables en la matière.

Les dépenses déclarées par le projet doivent être auditées par un contrôleur de premier niveau (CPN). L'avis rendu par CPN doit couvrir la légalité et la régularité des dépenses déclarées, la fourniture des produits et des services, la validité des dépenses déclarées et la conformité des dépenses et des opérations avec les règles nationales et de l'Union. Étant donné que le CPN est directement nommé et payé par l'Initiative AIU, aucun coût de contrôle (de l'audit) n'est à prévoir dans le cadre du partenariat de projet au moment de l'établissement du budget du projet.

Afin de maintenir des conditions équitables entre toutes les entreprises actives sur le marché interne, les projets approuvés doivent être conçus en conformité avec les règles relatives aux aides d'État de sorte à garantir l'efficacité de la dépenses publique et à réduire les distorsions de marché telles que l'éviction financière du financement privé, la création de structures de marché inefficaces ou la

préservation d'entreprises non efficientes.<sup>16</sup> Il convient de veiller à ce que le financement d'actions innovatrices urbaines ne distorde pas la concurrence ou ne conduise pas à une interférence sur le marché sans cause suffisante. En général, la Commission européenne attend de la majorité des projets à financer au titre du présent Appel qu'ils n'impliquent pas d'activités économiques ou qu'ils n'aient pas ou très peu d'effet sur le commerce entre les États membres.

La Commission européenne finance l'action innovatrice urbaine via le Fonds européen de développement régional (jusqu'à 80 % du coût du projet) au moyen d'une gestion indirecte. Concernant le financement de l'AIU à 80 %, un contrôle de cohérence de l'aide d'État est nécessaire pour garantir que le soutien public apporte un bénéfice complet au marché interne. Lorsque l'on considère le caractère innovant et ouvert de l'AIU qui fonctionne par l'intermédiaire d'Appel à projets pour des projets proposant des solutions créatives et les thèmes généraux sélectionnés pour les appels, il en ressort qu'afin de s'assurer que l'effet de distorsion des ressources issues du budget de l'Union sont limitées, la cohérence de l'aide d'État devrait être basée sur une limitation à 500 000 EUR maximum du montant total du financement de l'AIU la somme qui peut être versée à une entreprise individuelle impliquée dans un projet donné.

Le reste (au moins 20 % du coût du projet) peut être couvert par des contributions privées ou publiques. Lorsque ces contributions proviennent de sources privées, elles sortent du cadre des règles en matière d'aides d'État. Toutefois, lorsque des projets qui impliquent des « activités économiques » telles que la fourniture de biens et de services sur le marché reçoivent des contributions provenant de ressources publiques d'un État membre, ces projets doivent être conçus de sorte que toute contribution publique respecte les règles en matière d'aide d'État à tous les échelons, c'est à dire à celui du propriétaire, du maître d'œuvre et/ou de l'opérateur du projet ou de l'installation. Le cas échéant, le financement public apporté devra respecter les exigences de la règle « de minimis » ou les conditions définies dans le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) ou encore la décision SIEG pour les services d'intérêt économique général.

Vous trouverez des informations détaillées sur le Marché public et les aides d'État aux sections 4.4.6 et 4.4.7 des Lignes directrices AIU.

---

<sup>16</sup> Pour davantage de conseils sur la notion d'aide d'État, voir la communication de la Commission sur la notion d'aide d'État telle que mentionnée dans l'article 107(1) TFUE (« NOA ») disponible sur: [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016XC0719\(05\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016XC0719(05)&from=EN).

## **9. Comment obtenir de l'aide**

Le personnel du SP se tient à la disposition des porteurs de projet au cas où ils auraient des questions techniques pendant l'Appel à projets. Les coordonnées sont disponibles sur le site Internet d'AIU.

Le SP organisera également 4 séminaires pour porteurs de projet dans différentes communes d'Europe. Les dates et les lieux figurent à la section « Événements » du site Internet d'AIU.

En outre, des webinaires seront organisés sur des aspects spécifiques du développement et de la soumission du projet. Les dates et les thèmes des webinaires figurent à la section « Événements » du site Internet d'AIU.

## **10. Dates clés**

- 15.12.2017 – Lancement du troisième Appel à projets
- 01.2018 – 02.2018 – Séminaires et webinaires pour porteurs de projet
- 30.03.2018 – Date-limite de soumission des Formulaires de candidature
- 10.2018 – Date indicative pour la décision finale d'approbation des projets
- 11.2018 – Date de début indicative pour les projets approuvés

**Dans l'attente de lire vos propositions de projet !**